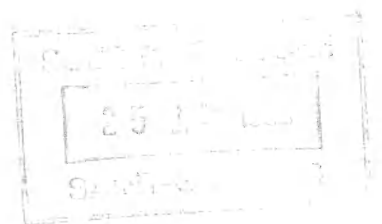


REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté - Egalité - Fraternité

-----  
PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE  
Place Saint-Etienne  
31038 TOULOUSE-CEDEX  
Tél. : 61.33.40.00  
-----



1ère Direction  
1er Bureau

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,  
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

**OBJET :** Communes de BAGNERES-de-LUCHON et SAINT-AVENTIN  
Liaison téléportée

Institution des servitudes prévues à l'article 53 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 destinée à assurer le survol des terrains où doivent être implantés les supports, des lignes de la cabine téléportée, dont l'emprise au sol est inférieure à 4 mètres carrés, les accès nécessaires à l'implantation, l'entretien et la protection des installations.

VU la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et notamment les articles 52, 53 et 54 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU les délibérations en date des 21 février, 29 mai et 4 juillet 1992 des conseils municipaux de BAGNERES-DE-LUCHON et SAINT-AVENTIN sollicitant l'institution d'une servitude destinée à assurer :

- l'implantation des supports des lignes de la liaison téléportée dont l'emprise au sol est inférieure à 4 m<sup>2</sup> ;
- le survol et l'accès des terrains nécessaires à l'implantation ;
- l'entretien et la protection des installations.

VU le dossier destiné à l'enquête publique et notamment la notice explicative et l'état parcellaire des propriétés concernées ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1992 prescrivant l'enquête parcellaire et de servitudes qui s'est déroulée du 19 octobre au 17 novembre 1992 inclus ;

VU l'avis favorable à l'institution des servitudes émis par la commission d'enquête ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de SAINT-GAUDENS ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

.../...

**- A R R E T E -**

**ARTICLE 1er** - Les parcelles délimitées sur les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté sont grevées au titre de la loi du 9 janvier 1985 d'une servitude d'une largeur de 20 m destinée à assurer :

- le survol des terrains par les câbles, les lignes de sécurité, les véhicules de transports ;
- l'implantation des supports de lignes de la liaison téléportée dont l'emprise au sol est inférieure à 4 m<sup>2</sup> et les travaux de drainage et protection des terrains ;
- l'abattage et le défrichement des terrains ;
- les accès nécessaires à l'implantation et à l'entretien et la protection des installations.

**ARTICLE 2** - La servitude est instituée au profit de la commune de BAGNERES-DE-LUCHON.

**ARTICLE 3** - La servitude de la liaison téléportée (outre la servitude d'implantation des pylones et celle de surplomb des câbles présente une fois l'appareil réalisé les caractéristiques suivantes :

**a) Durant la période d'enneigement :**

- interdiction absolue pour tout propriétaire ou locataire de modifier les lieux, de planter, de construire ou d'y placer même de façon temporaire de quelconques obstacles de nature à gêner le passage des engins le transport de personnes ainsi que le fonctionnement, l'entretien ou l'utilisation de l'installation, ou à porter atteinte à la sécurité des personnes ;
- l'obligation pour tout propriétaire de parcelles à la limite de l'assiette de la servitude de veiller à ce que leurs éventuelles plantations ou installations ne dépassent pas sur l'emprise ;
- l'obligation d'accepter le passage de toute personne ou engin nécessaire au fonctionnement, à la modification au changement, aux vérifications et à l'entretien de l'installation propre à assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- souffrir tous travaux d'aménagement des terrains propres à la réalisation de la liaison faisant l'objet de la présente demande, pourvu que l'accès aux terrains privés ne soit pas rendu impossible ;

**b) En dehors de la période d'enneigement, les obligations des propriétaires sont identiques à celles de la période d'enneigement :**

Toutefois, il leur est possible de clore pour les nécessités de la pâture, leurs parcelles en prévoyant cependant une partie mobile de leur clôture sur une largeur de 5m dans l'axe de la servitude de manière à permettre le passage des personnes et des engins chargés de l'installation.

.../...

**ARTICLE 4** - Il est fait obligation à la commune de BAGNERES-DE-LUCHON, bénéficiaire de la servitude :

- de remettre en état les terrains non boisés (rétablissement des sentiers existants...)
- de défricher les terrains boisés moyennant l'obtention de l'autorisation de défrichement par les soins de la seule commune de Bagnères de Luchon, les produits d'abattage revenant aux propriétaires, le nettoyage et l'entretien (débroussaillage) des terrains déboisés étant à la charge de la commune. Le bois abattu sera laissé à la disposition des propriétaires, dans un endroit accessible
- de n'effectuer les travaux d'entretien, de maintenance ou de réparation de ligne, nécessitant le passage sur des terrains privés grevés par la servitude qu'en dehors des périodes de fenaison.

et dans la mesure du possible qu'à partir des accès prévus à cet effet, ou à défaut à partir du layon qui sera créé pour assurer le passage de l'axe de l'appareil.

**ARTICLE 5** - En aucun cas et conformément à l'article 53 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 le périmètre de la servitude ne pourra grever des terrains situés à moins de 20 mètres des habitations.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté fera l'objet par la commune de BAGNERES-DE-LUCHON :

- d'une notification individuelle à chaque propriétaire. Il sera accompagné d'un extrait de l'état parcellaire ;
- de l'affichage en mairie. Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par certificat du maire ;
- d'une publication à la conservation des hypothèques.

**ARTICLE 7** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,  
Le Sous-Préfet de SAINT-GAUDENS,  
Les Maires de BAGNERES-DE-LUCHON et SAINT-AVENTIN,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Toulouse, le 22 JAN. 1993

Pour le Préfet.  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Haute-Garonne,

Jean-Claude PRAGER

POUR AMPLIATION  
Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau

Jacques CANDELA